

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

du

JOURNAL.

Rue de las Cámaras n. 34.

HONNEUR ET PATRIE!

Le PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi excepté. On s'inscrit au bureau du PATRIOTE où on recevra les annonces, lettres et avis, depuis 10 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés FRANCO. ON INSERERA GRATIS LES AVIS DE MM. LES ABONNÉS.

PRIX

de

L'ABONNEMENT

3 patacons par mois.

Almanach Français.

Judi 7 (1793) — Combat et prise de forcheim, par le maréchal Ney, contre les Autrichiens.

(1796). — Combat et prise de Verone, par le général Massena, contre les Autrichiens.

NAVIRES ATTENDUS POUR MONTEVIDEO ET BUENOS-AYRES.

Havre — Le Parana.

MONTEVIDEO.

6 Aout 1845.

Notre numéro de mardi dernier portait à la fin de l'article Montevideo une note ayant pour titre : RECTIFICATION IMPORTANTE. Depuis ce jour notre article éditorial s'expliquant sur cette rectification n'a pu trouver place dans le journal, il paraîtra demain.

Nous avons reçu pour paraître dans notre numero de demain, la note collective passée au gouvernement oriental par les deux ministres français et anglais, que nous avons lu dans le Nacional de ce matin, une note signée seulement de M. le baron Deffaudis. Ceci était une erreur, et nous sommes autorisé à déclarer qu'il n'y a eu qu'une seule note passée collectivement et dont voici la copie officielle.

Nous reviendrons demain sur cette importante pièce qui change en des assurances de prospérité, un passé si triste et si long temps douteux pour l'avenir de cette république.

Montevideo, le 4 août 1845.

Le gouvernement de la République Orientale a accepté, dès le 11 juillet, avec un empressement et une confiance qui prouvent les sentiments de conciliation les plus louables, la médiation entreprise par { la France et l'Angleterre, } { l'Angleterre et la France, } pour mettre un terme à la guerre que poursuit encore aujourd'hui contre la République, le gouvernement de Buenos-Ayres.

Ce dernier gouvernement au contraire a malheureusement repoussé toutes les ouvertures et les propositions que lui ont faites les soussignés, ministres plénipotentiaires { de France et d'Angleterre, } { d'Angleterre et de France, } pour établir cette médiation sur des bases amiables. Il s'est d'abord refusé à une suspension d'hostilités que commandaient en pareille circonstance, les usages internationaux et les principes de l'humanité. Plus tard, il s'est également refusé à la demande qui lui a été adressée d'éloigner du territoire et des côtes de l'Uruguay, les troupes et l'escadre argentines, dont l'alliance avec un certain

nombre d'Orientaux et d'étrangers soldés par lui, dans le but patent et reconnu d'imposer par la force un changement de gouvernement à ce pays, constituait une attaque directe contre son indépendance. Cependant, cette dernière demande était fondée sur les termes exprimés de traités que le gouvernement de Buenos-Ayres lui-même a signés, à la conclusion desquelles { la France et l'Angleterre } { l'Angleterre et la France } ont pris une part plus ou moins directe, et qui ont consacré de la manière la plus explicite l'indépendance parfaite et absolue de l'Uruguay.

Dans cet état de choses, les soussignés croient nécessaire d'entrer dans quelques explications plus étendues que celles qu'ils ont déjà eu l'honneur de présenter à son excellence monsieur le ministre des relations extérieures de la République Orientale, sur le but et l'esprit de la mission qu'ils sont appelés à remplir de concert.

Le but de cette mission est celui qu'indiquent les traités de 1828 et de 1840, c'est-à-dire, l'indépendance parfaite et absolue de l'Uruguay. Or, pour que cette indépendance existe, il faut que les troupes, l'esclandre et, avec elles, toute espèce d'influences argentines, disparaissent du pays, et qu'alors le peuple oriental puisse, en pleine liberté et par les voies que tracent ses lois constitutionnelles, élire le chef qui devra présider à ses destinées. On a voulu justifier les attaques persistantes du gouvernement de Buenos-Ayres contre l'Uruguay par la plus ou moins grande part que les étrangers ont eue à la défense de ce pays. Mais ces étrangers n'ont pris les armes qu'après l'invasion de la République par les troupes argentines; ils ne les ont pas prises, comme ces troupes, d'après les ordres de leur gouvernement et pour l'accomplissement de projets ambitieux, mais bien de leur propre mouvement et pour préserver eux, leurs familles et leurs propriétés, des violences et des spoliations qui les menaçaient. Enfin tous ces étrangers n'ont pas de plus ardens désira que de retourner à leurs paisibles et utiles travaux, dès que le rétablissement de la République Orientale dans son entière indépendance, leur permettra de le faire avec sûreté.

L'esprit de la mission qui a été confiée aux deux plénipotentiaires { de France et d'Angleterre, } { d'Angleterre et de France, } est le désintéressement le plus parfait. Les soussignés ne s'abaissent pas jusqu'à réfuter les absurdes calomnies qui attribuent aux puissances médiatrices de perfides projets d'envahissement. Mais ils déclarent, de concert, qu'ils ne prétendent en aucune façon réserver à leurs gouvernements la moindre partie de cette influence dominante et illégitime qu'ils combattent et combattront toujours de la part du gouvernement de Buenos-Ayres. Quel que soit le chef que le peuple oriental juge à propos de placer à sa tête, pourvu qu'il puisse le choisir en toute liberté et par la franche application de ses lois constitutionnelles, les soussignés sont prêts à le reconnaître et à le saluer au nom de { la France et de l'Angleterre, } { l'Angleterre et la France. }

La seule espèce d'influence que les soussignés désirent exercer dans la République, est une influence de paix et de conciliation. Ils voudraient persuader aux Orientaux de tous les partis de mettre fin à de cruelles

discordes, qui ne peuvent profiter qu'à leur ennemi commun et doivent précipiter leur patrie dans un abîme de maux. Les soussignés ont besoin d'ailleurs du concours sincère et sans réserve du gouvernement oriental pour opérer cette œuvre sainte de réconciliation; et ils croient assez bien connaître ses intentions patriotiques à cet égard, pour ne pas craindre de lui demander ici l'assurance solennelle de son entière adhésion.

Les soussignés profitent avec plaisir de cette occasion pour renouveler à son excellence les assurances de leur haute considération.

Signés : GORE OUSELEY, baron DEFFAUDIS.

Son excellence monsieur Santiago Vasquez, ministre des relations extérieures, etc., à Montevideo.

(Suite à notre article du 1er août.)

L'affaire de la *Atalaya* excita les colères du cercle rosiste qui, après avoir cherché à flétrir le caractère honorable de M. l'amiral Leblanc par une accusation aussi injuste qu'absurde, lui reprocha avec la foi punique dont elle fait honneusement parade d'avoir exercé un acte de barbarie. Mais la leçon fut profitable au bien du service, les fraudeurs furent atterrés.

Ce n'était pas assez toutefois de bloquer les ports du littoral, Tuyú, le Sanborombon, la Magdalena, la *Atalaya*, la *Ensenada*, Buenos-Ayres, las *Conchas*, la *Boca del Gunzú*, etc., et de croiser jusque devant *Patagones* et *Bahía Blanca*, pour un service régulier confié à des forces nombreuses, l'occupation de l'île de *Martin Garcia* qui commande l'entrée du *Parana* et de l'Uruguay était absolument nécessaire : elle eut lieu mais avec tous les ménagements que permettait une opération de ce genre. En 1829, lors du Bataillon de l'Ordre, les patriotes de *Rosas* avaient crié à la conquête, abusant ainsi de la crédulité du peuple et des habitudes des campagnes, cette fois ce fut bien pis, la *Camarilla* exhala toute sa fureur et cependant une division orientale assistait à cette expédition : les sommations voulues avaient été faites afin d'éviter une défense et une effusion de sang inutiles : après le succès, la garnison argentine traitée avec des égards tout français fut restituée à Buenos-Ayres, et M. Dagueuet, commandant le brick le *d'Assas* et toutes les forces, rendait hautement justice à la belle conduite du gouverneur de l'île, le colonel D. Geronimo Costa qui sert aujourd'hui contre nous dans les rangs d'Oribe: le pavillon oriental n'a jamais cessé de flotter auprès de notre au sommet du rocher pendant l'occupation et à peine le funeste traité Mackau était-il conclu, que l'île était abandonnée par nos soldats avec toutes les améliorations et embellissements qu'ils y avaient pratiqués. Il était impossible d'agir avec plus de prudence et de rejeter de l'esprit des moins clairvoyans jusqu'à l'idée d'acquisition territoriale; mais le cercle rosiste fidèle à son système qu'il appelle *américain*, trompait le peuple par ses déclamations calomnieuses et nous prodiguait l'insulte et la menace : il répondait depuis à tant de modération par l'horrible assassinat de nos marins naufragés, dont

(1) Voir nos numéros des 20, 24, 25 26, 27, 28, et du 1er août.

les corps après que la tête en eut été séparée restèrent abandonnés sur la grève et ne durent la sépulture qu'à l'humanité de quelques riverains qui ne s'acquittèrent de ce devoir qu'avec le plus grand secret de peur de s'attirer la colère de la *Camarilla*. L'âme de M. Leblanc fut brisée, il réclama avec force auprès du général argentin qui avait envahi cette République contre une aussi atroce violation des lois de la guerre : eh bien, quoique cet affreux incident fût bien constaté, on se retrancha comme toujours dans l'imposture et on accusa de ces cruautés de prétendus déserteurs de l'armée orientale.

Remontons à une époque antérieure et nous verrons le gouvernement du général Oribe, dominé aveuglément par son dévouement aux tendances de la *Camarilla*. Nul autre port ne s'offrait à notre marine que celui de Montevideo pour le dépôt et la vente après jugement des caboteurs fraudeurs qui cherchaient à échapper à la surveillance de notre escadre ; mais M. Oribe qui gouvernait alors sous l'influence du système, opposa une résistance opiniâtre aux justes prétentions de la France : dans le cas d'acquiescement, elles étaient même dans l'intérêt du commerce en général. Après des actes d'hostilité répétés, le poste du fort St-Joseph en vint à faire feu sur une de nos embarcations et blessa grièvement un marin. Alors s'engagea entre M. le consul-général Baradère et l'autorité locale une discussion à laquelle on a donné toute la publicité possible et qui contribua beaucoup au discrédit et à la chute d'Oribe. Nous devons dire ici avec justice que la vigueur et la dignité avec lesquelles se prononça alors M. Baradère, sont un de ses titres à l'estime de ses concitoyens. Les liens d'une ancienne amitié l'attachaient au président égaré, mais il n'hésita point à faire le sacrifice immédiat de ses sympathies et fut tout entier à l'accomplissement de ses devoirs, dans lequel il fut d'ailleurs bien secondé par MM. Leblanc et Roger, car la meilleure harmonie et une sage unité de vues, n'ont jamais cessé de régner entre le digne amiral et les deux fonctionnaires civils.

Sous le poids des circonstances et après avoir perdu une bataille décisive, Oribe dut se démettre du commandement et se retirer à Buenos-Ayres ; il le fit avec une pleine liberté d'action, mais le cercle rosiste se voyant ainsi frapper dans la personne d'un de ses partisans les plus dévoués, se ménaga au moyen d'une protestation tardive qu'il dicta au gouverneur déchu le rétablissement de son influence à une autre époque. C'est la pièce que fait valoir aujourd'hui Oribe pour prendre le titre de président légal et pour désoler son pays après avoir parcouru les provinces argentines, semant partout la terreur et la proscription. Triste et impopulaire légalité, celle dont les fruits sont si amers pour les peuples auxquels on persiste à vouloir l'imposer.

(La suite au prochain numéro.)

Un cavalier ennemi s'est passé hier au Cerro. Deux autres soldats se sont passés aujourd'hui à la Ligne.

Monsieur le chef d'état-major de l'escadre française est parti à bord du *Fulton* chargé d'instructions pour Buenos-Ayres. Il doit ensuite s'embarquer à bord de l'*Expéditive* pour une mission, nous assure-t-on, dans le Parana. Le *Fulton* avait à son bord environ cent cinquante hommes de l'équipage argentin et le *Fayrebrand* portait le reste. Nous croyons savoir que *Brown* s'était embarqué sous le pavillon français.

— Le *Vesuve* offre en ce moment une singularité qui attire les curieux en grand nombre. L'action corrosive du feu et la fureur des

explosions avait, comme on sait, creusé le cratère de manière à présenter aux spectateurs placés sur le bord extrême une sorte de cône renversé, du centre duquel s'élevait l'eminence embrasée. Les éruptions incessantes, à force de déposer leurs résidus autour de cette colonne et d'y accumuler la lave, l'ont tellement exhaussée, qu'il ne restera bientôt plus rien de l'ancien vide de ce vaste bassin. Il serait possible, si ce cône continue toujours à s'élever et à s'accroître, de voir un beau matin le *Vesuve* se recueillir de ce chapeau, qui, au siècle dernier, sauta en l'air, à la grande épouvante de nos pères.

THEATRE.

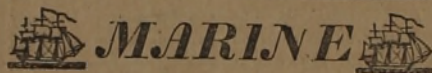
Dimanche prochain aura lieu une brillante représentation donnée par la société italienne pour célébrer l'humanitaire intervention des deux puissances étrangères en faveur de cette république. Nous donnerons demain le programme de la représentation.

On demande un cuisinier ou une cuisinière de bonne conduite dans une famille étrangère, rue de las Camaras, n° 46.

AVIS.

Le brick français fin voilier *AVE-MARIA*, capitaine Boutruche, mettra à la voile pour Rio-Grande, le vendredi, 8 courant.

S'adresser pour passage, chez son consignataire, rue de las Camaras, n° 43.



et

MOUVEMENT DU PORT.

En vue à l'Est, un trois mâts barque français et un autre navire.

DEPARTS.

Paranagua, goëlette danoise *CORNET*.

Rio-Grande, brick de guerre brésilien *ARGUS*.

En partance.
pour

Sainte-Catherine, navire français, *Amélie*.

Rio-Grande, goëlette sarde *Veloz*.

Rio-Grande, brick américain, *Rosalba*.

AVIS DIVERS.

AVIS.

La personne qui, par mégarde, aurait levé une lettre à la poste, à l'adresse de Dominique Dutour, est priée de la remettre chez M. Félix Dager, rue des Trente-Trois, ou au bureau du *PATRIOTE*.

AVIS.

Toutes les personnes qui auraient des comptes à régler avec le soussigné, soit particuliers, soit de la legion, sont priées de se présenter à son domicile, depuis 8 heures jusqu'à midi, dans le plus bref délai possible, rue del Rincon n° 215, pour être reconnus et signés par lui.

J. C. THIEBAUT.

AVIS.

A louer, cinq pièces avec cuisine, cour, etc, bonnes pour un négociant ou un consignataire, le tout à un prix modéré, rue du 25 de Mai, n° 298, ci-devant rue du Porton.

S'adresser pour traiter à la même maison.

POMMES TAPEES.

Rue del Rincon, n° 77, en face de l'horlogerie de MM. Rochon, on a reçue une quantité de pommes tapées bien conservées, et qui seront vendues à 18 veingtins la livre. On trouvera dans le même magasin un assortiment complet de comestibles à des prix très modérés.

AVIS.

On demande une maison complète ou un appartement de 6 ou 7 pièces meublées convenablement.

S'adresser à M. Mathieu, agent commercial, n° 65, rue de Zavala, maison Lavalleja.

AVIS.

Il a été perdu ces jours derniers un chien sans poil, avec une huppe blanche sur la tête.

La personne qui l'a trouvé est priée de le ramener chez M. Lafond, tailleur, rue del Rincon, n° , où elle recevra une honnête récompense.

AVIS AUX PRISEURS.

Tabac de la régie de Bordeaux, nouvellement débarqué, chez MM. Isabelle et fils, rue des Trente-Trois.

AVIS.

On demande un domestique qui sache parler l'espagnol et soit habitué au service d'une maison de famille. Celui qui, possédant ces qualités, pourra s'appuyer sur de bonnes recommandations, n'a qu'à se présenter rue du Sarandi, n° 159, où on lui donnera de bons gages.

AVIS.

On a besoin d'une domestique qui présente des garanties d'une bonne conduite et qui puisse faire tout le service d'une maison comme femme de chambre, N° 46, rue de la Citadella.

Le Propriétaire-Gérant, Jh. REYNAUD.

Imprimerie du *PATRIOTE FRANCAIS*.